

LES JEUNES

INTERNATIONALISTES

La résolution des conflits en Afrique

Compte rendu de la conférence du mardi 20 mars 2017
à l'Université Paris II Panthéon-Assas

Intervenants

M. Jean-Marc CHÂTAIGNER, Ambassadeur envoyé spécial pour le Sahel, ancien directeur de l'Institut de recherche pour le développement, auteur de nombreux articles et ouvrages sur les questions de développement international.

Dr Sékou Kouréissy CONDÉ, homme politique guinéen, ancien enseignant à l'Université Columbia et président de l'African Crisis Group, cabinet de conseil et d'études stratégiques pour la prévention et la résolution des conflits en Afrique.

Modérateurs : Camille GELB et Clémence CHEVALIER

Problématiques abordées

Les mécanismes informels et transfrontaliers de règlement des conflits

Les origines de la crise sécuritaire au Nord-Mali et la réponse armée française

La place du développement dans la résolution des conflits

Résumé

1^{er} intervenant, Dr Sékou Kouréissy CONDÉ

Pour monsieur Condé, dans des conditions normales, les Africains ne devraient pas émigrer de leur continent car celui-ci abrite un tiers des richesses du globe. Il souligne, en prenant l'exemple du Gabon, que le sous-développement de la région contraste avec l'abondance de ses ressources. Pour lui, ce paradoxe doit faire l'objet d'études plus poussées afin que l'on puisse y remédier dans la mesure où l'avenir du monde se jouera en grande partie en Afrique. En 1885, lors du partage de l'Afrique organisé par Bismarck, les grandes nations se sont trouvées supplantées par de petits États aux frontières artificielles. C'est le plus grand piège auquel l'Afrique a été confrontée : aucun pays, à quelques exceptions près, n'a ensuite été en capacité de se développer seul. Les fondateurs des indépendances se sont contentés de transposer les méthodes de gestion des affaires publiques qui existaient en Europe au lieu d'en créer de nouvelles. Or, cette méconnaissance des mécanismes propres à la société africaine porte en elle des germes de conflit.

Aucun char ni aucune arme n'ont été fabriqués en Afrique, et c'est le seul continent qui n'a jamais essayé d'en coloniser d'autres : on pourrait donc dire qu'en matière de paix, l'Afrique surpasse le reste du monde. Et pourtant, à ce jour l'Afrique est la première zone de guerre et de conflit dans le monde : elle concentre à elle seule les trois quarts des conflits de longue durée et les trois quarts du budget des Nations unies consacré à la paix. Soixante ans après l'accession à l'indépendance des pays africains, la responsabilité ne peut plus être exclusivement imputée à d'autres : c'est aux africains de donner des réponses à ces crises. C'est en ce sens qu'a été créé l'African Crisis Group, avec l'idée que la résolution des conflits doit commencer par une bonne prévention.

Il existe en Afrique des conflits intergroupes liés au fait qu'aucune communauté n'est suffisamment représentée sur un territoire donné. À certains endroits, ces communautés ont été mises ensemble de façon à ce qu'aucune ethnie ne soit complètement satisfaite. On ne peut pas avoir pour ambition de résoudre les conflits sans prendre en compte la culture et les coutumes de ces différentes ethnies : à titre d'exemple, la communauté touarègue, répartie sur plusieurs pays d'Afrique, est traditionnellement organisée sur des bases spirituelles et temporelles et a ses propres codes. Ainsi, lors d'un conflit, l'individu n'est pas considéré comme une personne juridique mais comme appartenant à un groupe et à une famille. Or, aucune loi moderne n'en tient compte et la superposition d'une administration inadaptée avec des coutumes pré-existantes est en décalage total par rapport à la réalité des faits. Cette erreur a ensuite été perpétuée par les dirigeants africains, désireux de conserver le modèle républicain calqué sur l'Europe sans tenir compte des exigences que cela implique. Dans le même temps, les mécanismes plus informels de règlement des crises fondés sur la médiation, l'intermédiation culturelle et le consensus ont fait l'objet d'une attention moindre. Pourtant, un retour à la tradition ainsi qu'une approche transfrontalière de gestion et de résolution des conflits constitueraient un facteur d'apaisement non-négligeable. Il est important de développer une synergie entre les petits États par l'intermédiaire des différents chefs de village pour qu'ils se rencontrent et échangent sur les intérêts intercommunautaires. Une autre approche à privilégier est la communication entre les différentes familles de nature à calmer les tensions.

Le président de l'African Crisis Group a ensuite signifié son inquiétude à l'égard des transformations récentes de l'Islam, non seulement au Sahel mais également dans d'autres pays d'Afrique. Dans la seule zone du Nord-Mali, six organisations terroristes sont présentes : les dirigeants doivent tenir compte de ce danger et des solutions sont à trouver notamment via une implication accrue des acteurs locaux (ONG, société civile) dans la résolution du conflit.

Aucune armée africaine n'est aujourd'hui en mesure de venir à bout d'une attaque extérieure. Sans l'opération Serval menée au Mali par l'armée française en 2013, les djihadistes seraient toujours présents à Bamako. Le docteur Sékou Kouréissy Condé affirme en outre qu'une opération militaire africaine ne saurait parvenir à elle-seule à régler les conflits. Il se fonde notamment sur son expérience de ministre de la sécurité dans un pays en proie à la guerre, où chaque tentative armée de restaurer la paix s'est soldée par un échec. Il souhaite donc privilégier un mécanisme de règlement des conflits fondé sur une synergie transfrontalière, impliquant une participation des acteurs non-étatiques et une bonne connaissance des éléments qui constituent le soubassement des sociétés africaines.

2° intervenant, M. Jean-Marc CHÂTAIGNER

M. Jean-Marc Châtaigner a évoqué l'ouvrage de l'anthropologue Sophie Caratini intitulé *Les Sept Cercles*, qui raconte le siècle traversé par un paysan peule né en 1918 et dans lequel on est amené à comprendre l'impact de la rencontre coloniale qui contient les ferments des divisions que l'on peut trouver aujourd'hui en Afrique. Il a en outre relevé sept défis qui caractérisent cette zone de fragilité qu'est le Sahel. Le premier est un défi démographique : sans porter de jugement de valeur sur la situation, il souligne que le doublement de la population sahélienne au cours des vingt prochaines années va induire des efforts considérables de la part des pays concernés en termes économiques, sociaux et d'éducation. Les pays du Sahel devront également faire face à un défi environnemental de taille et souffriront sans doute des politiques menées antérieurement par les pays industrialisés. La température moyenne a augmenté de plus de 2°C au cours des cinquante dernières années et pourrait encore croître de 5°C d'ici à la fin du siècle. Au vu de l'évolution actuelle, il serait fort probable que la température de la région atteigne les 50°C, entraînant dès lors une chute considérable de la productivité agricole. La préservation de la biodiversité et des forêts est également un enjeu majeur à prendre en compte. Dans le domaine économique, le Sahel devra être en mesure d'accueillir une dizaine de millions de jeunes sur le marché de l'emploi, ce qui implique une meilleure prise en charge par les services publics ainsi que la création de nouveaux métiers. Il y a également un défi social concernant les inégalités, tant au niveau mondial – Bill Gates est 25 fois plus riche que les 14 millions d'habitants du Tchad – qu'au niveau national, sans oublier les enjeux liés à l'accès aux soins et à l'éducation. Dans le domaine du savoir et des connaissances, la région a également un retard à combler. La proportion de chercheurs – cent fois inférieure à celle des pays occidentaux – y est dramatiquement faible. On trouve enfin un défi de gouvernance, abordé par le Dr Sékou Kouréïssy Condé, ainsi qu'un défi relatif à la transmission des valeurs, savoirs et héritages historiques, alors même que la jeunesse sahélienne est en perte de repères.

Le Sahel est affecté par de multiples crises sécuritaires liées à la menace terroriste dont certaines ont pris racine en dehors de la région. Concernant la crise du Nord-Mali, elle résulte à la fois de facteurs endogènes liés à une mauvaise gouvernance (insurrections régulières, trafics divers) et de plusieurs facteurs exogènes. Le premier est lié à l'importation des vagues du terrorisme algérien à partir des années 1990, lorsque les groupes repoussés au Sud ont commencé à se constituer sur la frontière malienne. Durant les années 2000, ces groupes ont prospéré sur l'enlèvement d'otages et le paiement par l'Occident de sommes considérables qui aujourd'hui encore constituent le trésor de guerre de certains d'entre eux. De plus, la crise libyenne liée au renversement de Kadhafi en 2011 a permis la dispersion d'armes sur le territoire sahélien, qui conjuguée à un terrain favorable a entraîné une aggravation de la situation. En effet, la comparaison avec le Niger – qui fait face à de nombreux conflits mais qui a conservé ses structures traditionnelles – montre que la suppression de ces institutions a été une grande source d'instabilité pour le Mali.

En ce qui concerne l'intervention française, l'opération Serval aurait eu un effet comparable à celui d'une chimiothérapie de choc, mettant fin au terrorisme à Bamako où la charia avait été imposée et permettant à l'État malien de reprendre le contrôle de la région. Mais cette opération n'a pas eu pour effet de soigner le "cancer" qu'est le terrorisme, particulièrement lorsque des métastases se développent : une solution exclusivement militaire ne saurait à elle-seule mettre fin à la crise. Monsieur Châtaigner préfère privilégier une articulation autour de trois approches : la diplomatie, la défense et le développement – en opposition à l'approche globale défendue par le général Petraeus en Afghanistan, qui a montré ses limites. La première réponse de nature politico-diplomatique serait de faire en sorte que l'Accord de Paix signé à Alger en 2015 soit mis en oeuvre par les différentes parties. Sur la question sécuritaire, la résolution du conflit va dépendre du succès de l'opération Barkhane, de son articulation avec la Minusma

et les actions menées par l'Union européenne (EUCAP Sahel-Mali et Sahel-Niger) mais aussi et surtout de la capacité des États du G5 à prendre le relais de ces opérations dans le cadre d'une intervention qui leur est propre. En effet, comme le souligne Serge Michailof, si les Américains étaient acclamés en France après la Libération, ils n'étaient en revanche plus les bienvenus dix ans après : il en va de même pour le Sahel, qui devra à terme assurer sa propre sécurité – éventuellement aidé par l'Union africaine – avant que les habitants ne deviennent hostiles à la présence étrangère dans la région. Ces efforts requièrent une bonne coordination sur le terrain, une acceptation sociale de la présence des forces armées et un certain respect des droits de l'homme afin de bénéficier du soutien de la communauté internationale. Enfin, concernant le développement, il s'agirait de changer le modèle de l'aide publique traditionnelle fondé sur une subordination de celui qui reçoit, pour aller vers un partenariat impliquant une participation accrue de la population à des programmes d'aide plus rapides et plus efficaces. L'ambassadeur souligne en outre que la coordination entre ces trois approches est complexe car elles ne se jouent pas sur le même temps: l'approche diplomatique permet de conclure rapidement un accord de paix, mais il faut ensuite qu'une approche militaire plus longue rende cette paix effective et que des politiques de développement la fassent perdurer sur le long terme. Il est important d'investir massivement dans ces domaines : l'avenir de l'Europe et notre intérêt dépendent grandement de la stabilité au Sahel et en Afrique. Il faut également résister à la tentation d'importer nos modèles et institutions et inclure les populations concernées dans le règlement des conflits, ce qui implique une meilleure coordination entre les différents acteurs.



Questions

Sékou Kouréissy Condé – Question relative à la négociation entre gouvernements et groupes terroristes :

Les gouvernants ne prennent pas toute la mesure de la gravité de la menace terroriste : ils doivent dénoncer plus courageusement cette transformation récente de l'Islam. Le terrorisme est absent de la culture africaine, c'est une menace importée du Moyen-Orient. Négocier avec les terroristes n'a pas de sens et ne fonctionnerait pas. Il faut lutter activement contre eux, notamment en s'appuyant sur l'énergie sociale africaine et sur les échanges – que les terroristes cherchent justement à freiner – afin de trouver une solution africaine à ces conflits. Cette réponse, pour être efficace, doit être le fruit d'une synergie entre États et inclure les acteurs de la société civile.

Jean-Marc Châtaigner – Question relative à la place de l'éducation dans la lutte contre le terrorisme :

L'ambassadeur a déploré la politique dramatique menée par les bailleurs de fond qui a pour priorité le remboursement des dettes et dont les négociations se sont faites à l'ombre des acteurs de la société civile. Les politiques d'ajustement ont causé un désinvestissement des secteurs sociaux, notamment en matière de santé et d'éducation où l'État n'a pas su répondre aux besoins liés à la hausse démographique. La détérioration de l'accès aux services de bases a pu amener des groupes terroristes à prendre le relais de l'État dans certaines régions en proposant des prestations qui correspondent davantage aux besoins des populations. Il est donc primordial pour l'État d'assurer une présence bienveillante et de fournir des services de qualité afin de contrer l'influence terroriste dans la région.

Clémence CHEVALIER
Secrétaire générale des Jeunes internationalistes

